



## Qu'advient-il des classes populaires dans un contexte d'effritement de la société salariale ?

Gérard Mauger

---

### Texte intégral

Avant d'évoquer les incidences de « l'effritement de la société salariale » sur la condition des classes populaires, je voudrais rappeler deux moments de son histoire telle que l'analysait Robert Castel (Castel, 1995).

#### Construction et effritement de la société salariale

Encore faut-il définir, au préalable, l'invariant structural qui survit à son « effritement » : le rapport salarial. Défini par « la double séparation d'avec les moyens et les produits de la production », il implique « un rapport de dépendance [...] entre agents dans lequel l'un détient les conditions de la reproduction matérielle de l'autre »<sup>1</sup>. Ce rapport de domination économique structure la société salariale<sup>2</sup>. Mais la permanence du rapport salarial n'exclut ni les changements dans la composition interne du salariat (comme le déclin des effectifs ouvriers et la montée des effectifs d'employés), ni dans les formes de la condition salariale (du « paupérisme » du XIX<sup>e</sup> siècle au « salarié protégé » de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle).

---

<sup>1</sup>. Cette définition est empruntée à Frédéric Lordon, 2010.

<sup>2</sup>. Robert Castel l'associe au « libre accès au travail », mais aussi au « paupérisme » et aux « stratégies de moralisation des pauvres ». « Belle liberté, ironisait Engels, qui ne laisse au prolétaire [qui n'a pas d'autres ressources que sa force de travail] d'autre choix que de souscrire aux conditions que lui impose la bourgeoisie [qui détient les moyens de production] ou de mourir de faim, de froid, de s'allonger tout nu pour dormir avec les bêtes des bois » (Engels, 1975, p. 119).

### *Construction de la société salariale*

La construction comme, ultérieurement, l'effritement de la société salariale résultent d'un rapport de force. Ébauchée depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle (Topalov, 1999), la construction de « l'État social » associée par Robert Castel à l'avènement de « la société salariale » est une réponse au défi d'une « classe ouvrière » organisée et porteuse d'une alternative révolutionnaire (qu'incarne alors l'URSS) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'État social est caractérisé par l'extension des droits sociaux et de la protection sociale (l'instauration de la sécurité sociale en 1945 universalise la « propriété de transfert »). Parallèlement, il assure un rôle régulateur des relations entre « partenaires sociaux » et assume un rôle d'acteur économique à travers les nationalisations et le développement des services publics et des équipements collectifs. La construction de l'État social va de pair avec le développement du capitalisme fordiste, une forte croissance et des hausses de salaires qui contreviennent aux thèses marxistes de la « paupérisation » (absolue ou même relative). Par ailleurs, dans les luttes de classes de l'époque, les classes populaires (à commencer par « la classe ouvrière » avec ses organisations politiques et syndicales) sont « à l'offensive » : Mai-Juin 68 marque l'acmé d'une longue période d'offensive ouvrière qui dure au moins jusqu'à la fin de la première moitié des années 1970 (Vigna, 2007).

### *Effritement de la société salariale*

Les années 1970 apparaissent comme une époque charnière marquée par un basculement du rapport de force dans la lutte des classes. « Nul doute pour moi, écrit par exemple Wolfgang Streeck, que le déchaînement du capitalisme global tout au long du dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle [*i. e.* l'affranchissement des régulations keynesiennes] est le fruit de la résistance des propriétaires et des détenteurs du capital – la classe de tous ceux qui dépendent du profit – aux conditions très diverses que le capitalisme de l'après-1945 avait dû accepter pour devenir lui-même à nouveau acceptable politiquement dans un contexte de concurrence des systèmes politiques et idéologiques »<sup>3</sup>. Cette offensive néo-libérale de « revitalisation à l'échelle mondiale, de la dynamique d'accumulation capitaliste par la dérégulation, la privatisation et l'expansion du marché sous toutes ses formes » (Streeck, 2014, p. 25), inaugurée par Reagan et Thatcher, apparaît comme « une seconde Grande Transformation » (Castel, 2012, p. 134), un retour par étapes au « marché autorégulé » selon Castel (*Ibid.*), une « révolution conservatrice », selon Bourdieu (Bourdieu, 1998, p. 40). Cette offensive néo-libérale a provoqué de véritables bouleversements. La « mondialisation » (ou « globalisation »), c'est-à-dire l'expansion des marchés au-delà des frontières nationales, a déchaîné une concurrence exacerbée entre « les prolétaires de tous les pays » (ceux que l'Internationale communiste appelait autrefois à s'unir) entretenue par un chantage permanent aux délocalisations (Lordon, 2014). Mais l'offensive néo-libérale est également au principe du « choc actionnarial » et de l'hégémonie croissante du capital financier international, de la régression généralisée des protections de l'État social

---

<sup>3</sup>. Voir Wolfgang Streeck, 2014, p. 26-27. Voir aussi p. 53-54.

et du droit du travail (au nom de la compétitivité et de la flexibilité). En ce qui concerne directement la condition salariale, le chômage de masse et la précarisation croissante (avec le développement du sous-marché du travail des « *working poors* » et la constitution d'un « infra-salariat ») impliquent le déclin de la capacité de résistance des salariés, donc aussi le renforcement de la subordination et la détérioration des conditions de vie et des conditions de travail.

C'est cette situation que décrit Robert Castel à travers la notion d'« effritement de la société salariale ». « Effritement » avec le retour de la « paupérisation » (objectivable dans la croissance des effectifs situés au-dessous du seuil de pauvreté), de la « désaffiliation », de « l'insécurité sociale », l'extension de la « zone de vulnérabilité » et celle de la « zone de désaffiliation » avec la réapparition des « surnuméraires » et des « inutiles au monde »<sup>4</sup>. Mais il s'agit, selon Robert Castel, d'un « effritement sans effondrement » (Castel, 2012, p. 133) : le constat reste vrai dans l'Europe du nord, mais la situation de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal invite à s'interroger sur la possibilité d'un « effondrement ». En fait, Wolfgang Streeck montre comment, depuis plus de trente ans, le capitalisme ajourne l'effondrement, s'efforce de gagner du temps, « achète du temps » (Streeck, 2014).

### **Les transformations des classes populaires à l'ère du capitalisme néo-libéral**

Comment décrire alors les transformations « objectives » et « subjectives » de la condition des classes populaires qu'engendre cet « effritement de la condition salariale » ? On peut mettre en évidence trois tendances : la disqualification économique, politique et symbolique des classes populaires et, en particulier, de « la classe ouvrière » ; la déségrégation des classes populaires et le renforcement de leurs divisions internes (Mauger, 2006).

#### *Disqualification économique, politique, symbolique*

La disqualification est d'abord économique. Les délocalisations, les restructurations ont entraîné la disparition de branches entières de la production industrielle (mines, textiles, métallurgie, etc.) : d'où le déclin des effectifs ouvriers, le chômage de masse et la précarité (qui provoquent la paupérisation et une « insécurité sociale » croissante), la ruine des métiers ouvriers traditionnels et des figures ouvrières emblématiques (le mineur, « le métallo », etc.) et, de façon générale, la disqualification de la « force de travail simple » et la dévaluation corrélative des « valeurs de virilité » fondatrices de l'identité masculine traditionnelle des classes populaires.

« La classe ouvrière a perdu la partie », écrivait Robert Castel (Castel, 2009 ; Mauger, 2012), qui constatait ainsi sa disqualification politique. La chute du mur et l'effondrement du « socialisme réel » ont précipité le déclin de la croyance au rôle messianique de la classe ouvrière, le discrédit du marxisme dans le champ intellectuel et l'affaiblissement du PCF et de la CGT dans le champ

---

<sup>4</sup>. Toutes ces notions sont empruntées à Robert Castel, 1995.

politique et syndical (Mischi, 2014). Par ailleurs, le développement de nouvelles stratégies patronales « managériales » (sous-traitance et stratégies d'individualisation) ont contribué à la destruction des collectifs ouvriers (réduits à des luttes « dos au mur » contre les licenciements).

La disqualification des classes populaires est également symbolique. Dans les luttes de représentations (médiatiques, politiques, sociologiques, etc.), supposées tantôt « laxistes », tantôt « autoritaires » (Combessie, 1969), elles sont, implicitement ou explicitement mais régulièrement, associées à la figure du « beauf » (Mauger, 2014) et confondues avec l'électorat du Front National (Collovald, 2004). La substitution du lexique managérial au lexique indigène (les « mots de la tribu ») - l'ouvrier devenu « opérateur », le contremaître, « moniteur », le patron, « entrepreneur », le licenciement, « plan social », etc. - contribue à la « désorientation ». Enfin, la « massification scolaire » a non seulement provoqué la quête du salut social dans la réussite scolaire, mais également substitué à « l'auto-élimination » qui prévalait antérieurement, la disqualification au nom de « l'idéologie du don » redoublant ainsi la violence symbolique subie (« ouvrier » parce que « nul à l'école » (Dubet, 1992)).

### *Déségrégation des classes populaires*

Cette triple disqualification économique, politique, symbolique ne peut qu'affaiblir la capacité de préservation de « l'entre soi » (Schwartz, 2011), de la frontière entre « Eux » et « Nous » (Hoggart, 1970). Sollicitée à la fois par la « démocratisation scolaire » (« 80% d'une classe d'âge au baccalauréat » (Beaud, 2002)) et par la crainte du chômage et la concurrence pour l'emploi, la mobilisation scolaire des familles populaires a ouvert de nouvelles perspectives d'émancipation de sorte que la fraction « établie » des classes populaires se désagrège pour partie « par le haut ». Parallèlement, le développement du secteur tertiaire et du travail des femmes et, en particulier, celui des « emplois de services » ont contribué au décloisonnement des classes populaires. Enfin, le développement de l'habitat pavillonnaire, encouragé par la transformation des politiques du logement (Collectif, 1990), a renforcé « l'embourgeoisement » de la fraction « établie » des classes populaires et renforcé le clivage entre « ouvriers pavillonnaires » et « ouvriers de cités ». Ainsi peut-on rendre compte de l'effacement du « sens du collectif », de « la revendication d'égalité » constitutive de l'*ethos* ouvrier traditionnel (Weber, 1989) ou du développement de « la concurrence entre égaux », comme disait Robert Castel (Castel, 2009, p. 371).

### *Division des classes populaires*

Cette déségrégation va de pair avec la multiplication des clivages internes aux classes populaires. Aux clivages professionnels entre stables et précaires (CDI/CDD, intérimaires, salariés à temps partiel) se superposent les clivages de sexe (qui correspondent approximativement à la division entre ouvriers et employés ou entre « plein temps » et « temps partiel »), les clivages d'âge (entre jeunes précaires et adultes stabilisés), les clivages raciaux (avec les discriminations qui en sont solidaires), les clivages spatiaux entre « pavillons » et

« cités » (avec la ségrégation qu'elle implique) (Siblot *et al.*, 2015). Il en résulte des tensions croissantes entre « établis » et « marginaux » (Elias et Scotson, 1997), c'est-à-dire approximativement entre « Français d'origine » et « immigrés », entre « ouvriers pavillonnaires » et « ouvriers de cités », forme contemporaine du clivage classique entre « prolétariat » et « sous-prolétariat » aujourd'hui réactivé de multiples façons : à travers les thématiques entrecroisées de « l'insécurité » et de la délinquance, de « l'assistanat » et de l'immigration qui toutes réaffirment qu'« il y a désormais des "Eux" qui sont au-dessous de "Nous" » (Schwartz, 2011).

---

## Bibliographie

Beaud S., 2002, 80 % au bac. Et après ?... Les enfants de la démocratisation scolaire, Paris, éd. La Découverte.

Bourdieu P., 1998, « Le mythe de la "mondialisation" et l'État social européen », in Bourdieu P., Contre-feux, Paris, éd. Liber-Raisons d'agir.

Castel R., 1995, Les Métamorphoses de la question sociale, Une chronique du salariat, Paris, éd. Fayard,

Castel R., 2009, « Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie » in Castel R., La montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu, Paris, éd. du Seuil, p. 361-378.

Castel R., 2012, « La société salariale à l'épreuve », in Castel R. et Martin C. (dir.), Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel, Paris, éd. La Découverte.

Collectif, 1990, « L'économie de la maison », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 81-82, mars, numéro spécial.

Collovald A., 2004, Le populisme du FN. Un dangereux contresens, Bellecombe-en-Bauges, éd. du Croquant.

Combessie J.-C., 1969, « Éducation et valeurs de classe dans la sociologie américaine », Revue française de sociologie, vol. 10, n° 1, p. 12-36.

Dubet F., 1992, « Comment devient-on ouvrier ? », Autrement, n° 126, p. 136-147.

Elias N. et Scotson J. L., 1997, Logiques de l'exclusion, Paris, Librairie Arthème Fayard.

Engels F., 1975, La situation de la classe laborieuse en Angleterre, Paris, Éditions sociales.

Hoggart R., 1970, La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre, Paris, éd. de Minuit.

Lordon F., 2010, Capitalisme, désir et servitude, Paris, La Fabrique Éditions.

Lordon F., 2014, « La gauche ne peut pas mourir », Le Monde diplomatique, n° 726, septembre.

Mauger G., 2006, « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in Lojkine J., Cours-Salies P. et Vakaloulis M. (dir.), *Nouvelles luttes de classes*, Paris, éd. PUF, p. 29-42.

Mauger G., 2012, « Les classes populaires ont-elles vraiment perdu la partie ? Sept questions à Robert Castel », in Castel R. et Martin C. (dir.), *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel*, Paris, éd. La Découverte, p. 90-99.

Mauger G., 2014, « Mythologies. Le "beauf" et le "bobo" », *Lignes*, n° 45, octobre, p. 130-140.

Mischi J., 2014, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, éd. Agone.

Schwartz O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des Idées*, 13 septembre.

Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclet O., Renahy N., 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, éd. Armand Colin.

Streeck W., 2014, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, éd. Gallimard.

Topalov C. (dir.), 1999, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, éd. de l'EHESS.

Vigna X., 2007, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Weber F., 1989, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA-EHESS.

---

## Pour citer cet article

### Référence électronique

Gérard Mauger, "Qu'advient-il des classes populaires dans un contexte d'effritement de la société salariale ?", Sciences et actions sociales [en ligne], N°6 | année 2017, mis en ligne le date 31 janvier 2017, consulté le , URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/36-n-6/dossiers-n-6/actes-n6/97-qu-advient-il-des-classes-populaires-dans-un-contexte-d-effritement-de-la-societe-salariale>

---

## Auteur

**Gérard Mauger**

Directeur de recherche émérite CNRS

[gerard.mauger@cse.cnrs.fr](mailto:gerard.mauger@cse.cnrs.fr)

---

## Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors